Vendre une entreprise singapourienne agréée

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les approbations de la MAS

Un établissement de paiement agréé en vertu du Payment Services Act 2019 (PSA, loi sur les services de paiement) ne peut changer de mains sans l'approbation préalable de la MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière). La loi exige que toute personne souhaitant devenir un contrôlant à 20 % (20 per cent controller) ou un contrôlant indirect (indirect controller) d'un titulaire de licence obtienne d'abord l'approbation de la MAS. Celle-ci peut approuver sous conditions, refuser, ou s'opposer ultérieurement à un contrôlant qui ne remplit plus les conditions d'honorabilité.[1] Le titulaire d'une Capital Markets Services Licence (licence CMS) en vertu du Securities and Futures Act (SFA) est soumis au régime parallèle applicable aux actionnaires importants et aux contrôlants.[2] Un DTSP (digital token service provider) agréé en vertu du FSMA est soumis aux dispositions relatives au contrôle de la Part 9 de cette loi.[3]

Lors de l'examen d'un changement de contrôle, la MAS apprécie l'honorabilité et les compétences de l'acquéreur, sa solidité financière, l'origine de ses fonds et ses projets pour le titulaire de la licence, selon les mêmes Guidelines on Fit and Proper Criteria

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

que celles qui régissent l'octroi des licences.[4] L'examen dure trois à six mois. Ces dernières années, la MAS a assorti ses approbations de conditions obligeant l'acquéreur à maintenir la substance du titulaire à Singapour, à conserver pendant un certain temps le personnel clé de la conformité et à rendre compte de l'intégration. Un acquéreur étranger d'un établissement de paiement singapourien devrait s'attendre à ces conditions et en tenir compte dans le prix.

La licence n'est pas un actif

Une licence singapourienne ne peut pas être vendue. Elle est personnelle au titulaire, devient caduque si celui-ci cesse d'exercer l'activité et ne peut être transférée à une autre entité.[5] Par conséquent, un acquéreur qui veut la licence doit acheter la société, avec tout ce que celle-ci a fait. Un acquéreur qui ne veut que l'activité doit demander sa propre licence et faire migrer les clients. Il en va de même d'une autorisation de la FINMA et d'une affiliation à un OAR en Suisse. La « coquille agréée » qui apparaît parfois sur le marché, une société dotée d'une licence mais sans activité, n'a qu'une valeur limitée dans l'une comme dans l'autre place. Le régulateur traitera l'acquisition comme une nouvelle demande sur le fond et demandera à l'acquéreur de démontrer l'organisation, le capital et les personnes que la licence exige.

Notes

1. Payment Services Act 2019 (2020 Rev. Ed.), Part 3 (contrôle des titulaires de licence : approbation requise avant qu'une personne devienne un contrôlant à 20 % ou un contrôlant indirect ; définitions de « 20% controller » et « indirect controller » à la section 2(1)) ; MAS, Guidelines on Licensing for Payment Service Providers (PS-G01), section relative aux changements de contrôle. Partie K, chapitre II. ↩
2. Securities and Futures Act 2001, Part IV, Division 1 (exigences d'approbation concernant les actionnaires importants et les contrôlants des titulaires de capital markets services licences). Partie K, chapitre X. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Financial Services and Markets Act 2022, Part 9 (contrôle des digital token service providers agréés). Partie K, chapitre V. ↩
4. MAS, Guidelines on Fit and Proper Criteria (FSG-G01), dans leur version révisée ; MAS, Guidelines on Licensing for Payment Service Providers (PS-G01), annexe (informations requises pour les demandes relatives aux contrôlants). Partie K, chapitre II. ↩
5. Payment Services Act 2019, section 10 (caducité de la licence lorsque le titulaire cesse d'exercer l'activité ou est liquidé) et section 11 (révocation et suspension). Partie K, chapitre II. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com